

Le grand débat national

CHAVILLE – RENCONTRES PUBLIQUES GRAND DÉBAT NATIONAL – ATRIUM

COMPTE RENDU DES PROPOSITIONS DE LA RÉUNION DU 28 FÉVRIER THÈME : TRANSITION ÉCOLOGIQUE

PÉDAGOGIE

- **Développer la conscience écologique des enfants**, des élèves, des citoyens, des salariés... dans tous les espaces du quotidien (écoles, cantines, quartiers urbains, entreprises, etc.) et **en procurant des infos tangibles et chiffrées** sur les enjeux écologiques associés aux gestes de chacun (ex. : coût réel d'un T.Shirt importé, consommation énergétique liée à l'utilisation d'Internet). **Et privilégier les communications positives.**

INCITATIONS

LES ENTREPRISES

- Inciter les entreprises à sensibiliser leurs salariés sur les enjeux écologiques (co-voiturage, tri sélectif et réduction de déchets, etc.) et les intéresser - au sens "incentive" - en conséquence.
- Renforcer **les labels d'entreprises vertueuses** sur le plan écologique, avec dispositif d'évaluation objective à la clé (cf RSE Responsabilité Sociale et Environnementale, ou BCorp).
- **Promouvoir l'utilisation d'applications mobiles qui incitent aux comportements citoyens vertueux**, le cas échéant avec récompenses à la clé ("gaming"), à l'image des coupons de réduction des commerces. Enrichir ces applications d'infos pédagogiques précisant le lieu de fabrication des produits (ex. : application Yuka / qualité des produits alimentaires).

L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- **Favoriser** - notamment par l'incitation financière - **le développement d'écosystèmes agricoles ou commerciaux respectueux des équilibres écologiques et biologiques** (ex. : Projet Carma versus mégastructure du Projet Europa City)
- **Flécher une plus grande partie des recettes des taxes environnementales** (taxe CO2, TICFE) vers la transition écologique.
- Amener l'État à récompenser - sur la base d'une grille d'évaluation publique - les collectivités locales adoptant des comportements vertueux, par exemple via les dotations.

- Requérir que l'État mette à disposition les espaces dont il est propriétaire aux fins de mise en place d'installations photovoltaïques.

- **Inciter à la création d'espaces créant de la valeur écologique** (Fablab, lieux de recyclage, de co-working et de télétravail)

LE CITOYEN

- **Se mobiliser personnellement et durablement** ("nous sommes des petits colibris"), par-delà la mobilisation collective de tous les acteurs et à tous niveaux.

LE TEMPS ET L'ESPACE DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- **Créer un Conseil des Sages qui aurait compétence pour garantir que toute loi soit passée au prisme des enjeux écologiques d'une part, de la prise en compte du long terme d'autre part.**

Dans un registre plus local, imaginer un Conseil de Développement Durable (CC2D) de Chaville portant un tel regard sur les décisions municipales. Faire du CESE une instance portant les enjeux des générations futures.

- **Prendre conscience de la portée de ses propres turpitudes environnementales** (cf. véhicules diesel exportés de France en Afrique, ou agriculture intensive au Brésil qui occasionnerait la multiplication des sargasses dans les Caraïbes) - comportement qui pourrait accentuer à terme les migrations écologiques, sans compter les répercussions sociales, sanitaires, économiques.

- **Replacer le local au coeur du développement économique. Privilégier les circuits courts.**

- Se mobiliser sur l'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique (ex. : zones inondables, risques cycloniques, développement d'OGM), dès lors que celui-ci est déjà entamé.

GOUVERNANCE ET PILOTAGE

- **Prendre des mesures économiques et fiscales à la hauteur de l'acuité des enjeux écologiques.** Ainsi, une taxe CO2 pourrait être instituée sur tous les revenus, puis redistribuée intégralement à tout citoyen pour un usage dédié vertueux. Augmenter les taxes sur les transports gros consommateurs de pétrole/kérosène : bateaux, avions. Utiliser le levier d'un Pacte Finances Climat Européen.

- Intégrer dans les décisions que la transition écologique est un exercice lent, complexe et coûteux. Délaisser la recherche permanente de boucs émissaires ou de solutions punitives au profit de **démarches innovantes, ambitieuses mais bénéficiant d'une réelle acceptabilité sociale...** et qui soient en adéquation avec le choix de civilisation voulue par nos concitoyens.

- Fixer aux États des objectifs obligatoires de moyen et long terme à respecter, ceci pour surmonter l'écueil d'approches exclusives de court terme.

- Imaginer un indicateur de richesse - qui se substitue au PIB - et soit de nature à valoriser la richesse écologique d'un pays. Ou en tout état de cause, prévoir son évolution.

- **Concevoir une justice internationale au service de l'écologie**, saisie par exemple après une catastrophe environnementale (ex. Mines au Brésil) ou sur des enjeux d'envergure multilatérale (ex : encombrement de l'espace par les débris spatiaux, multiplication du lancement de constellations de satellites, pollution des océans par les grands cargos maritimes).

- **Ériger un gouvernement mondial (arbitrage, régulation, gouvernance)** qui s'approprierait les enjeux de développement durable sous tous les angles (notamment / incidences démographiques), ces enjeux étant par nature supranationaux.
- Récuser que des tribunaux internationaux d'arbitrage privé puissent prendre des décisions sur des enjeux économiques et écologiques relevant des États souverains.
- Contester le portage exclusif des enjeux écologiques par un seul parti politique !
- Accroître les investissements de R & D sur les solutions d'avenir (mobilité, isolation thermique, stockage d'énergie, agriculture bio, dépolymérisation / plastique, etc.). Et mettre en place les organes de financement dédiés, tant au niveau national qu'europpéen.

RÈGLEMENTATION

- **Fonder (voie réexaminer) les réglementations à l'aune des enjeux écologiques** (lutte contre les pesticides, absence d'incitations / mise en place de citernes d'eau, contraintes de constructions sans fondement -exemple : construction de parkings rendue obligatoire en lieu & place de la préservation d'arbres,...). Simplifier et maintenir une pérennité à la réglementation visant à la performance environnementale et/ou énergétique afin d'en améliorer la lisibilité et d'en accroître la portée.
- Établir une réglementation (et mettre à disposition l'information y afférente) garante des pratiques écologiques et éthiques des entreprises, sur toute la chaîne des produits et services délivrés. Interrogation sur les vertus écologiques des véhicules électriques.
- Instaurer un droit à louer qui écarterait les "passoires" énergétiques.
- Développer une réglementation efficace incitant les constructeurs automobiles à réduire les consommations des véhicules

BIODIVERSITÉ

- **Optimiser la gestion de la ressource en eau** par la création d'un système d'alimentation en eau potable/non potable qui, dans le respect des réglementations sanitaires et par exemple avec la mise en place de circuits différenciés, soit articulée autour des réels besoins des utilisateurs finaux (contre-exemple : utilisation d'eau potable pour le jardinage ou le nettoyage de véhicules).
- Mettre en place des dispositifs de récupération d'eau de pluie, au niveau communal comme au niveau individuel.
- Garantir un juste prix pour une agriculture respectueuse du vivant et des enjeux écologiques (et rétablir le diplôme d'herboriste). **Requérir que l'Europe délaisse le modèle d'agriculture intensive** (opportunité de la renégociation de la Politique Agricole Commune et renouvellement de la Commission européenne).
- **Réduire drastiquement l'artificialisation des sols** pour permettre une plus grande absorption des eaux. Et intensifier le développement des arbres et des espaces verts.
- Privilégier l'utilisation de friches pour les constructions immobilières ou industrielles plutôt que d'investir des espaces verts ou agricoles.

DES ENJEUX SPÉCIFIQUES

MOBILITÉ

- Stimuler l'engagement personnel dans la mobilité "douce" (auto-partage, co-voiturage, parkings partagés, ...) et favoriser la mise en place de modes publics ou privés d'intéressement à ce type de comportements vertueux (ex. réduction sur les péages ou frais de parking, billets SNCF gratuits une ou deux fois par an, etc.).
- Rendre plus performants, et plus fiables, les modes de circulation douce. Et Favoriser l'accès des plus démunis à ces modes de transport.
- Optimiser la suppression des petites lignes ferroviaires, en utilisant les espaces libérés au profit de voies de circulation pour véhicules autonomes.
- Créer des parkings relais à l'entrée des grandes villes ou à proximité des gares qui permettraient d'assurer la continuité entre usage du véhicule personnel et accès à des transports publics. Aménager des parkings vélos sécurisés.

NUMÉRIQUE

- Mobiliser les start-up - en particulier du numérique - sur les enjeux écologiques et énergétiques, souvent " invisibles" (exemple / gestion des données).
- S'attaquer à l'optimisation écologique associée à l'économie de l'immatériel (serveurs informatiques et gestion des données, développement des bitcoins – monnaies virtuelles), même si le numérique a conduit à une certaine performance écologique par la dématérialisation généralisée qu'il a permise.

ÉNERGIES

- Appuyer le développement du pays sur **un mix énergétique équilibré**, reposant sur une combinaison d'énergies (notamment le biogaz par traitement des déchets alimentaires, le bio-éthanol...).
- Supprimer les chauffages aux bois non "performants" en terme de bilan écologique.

DIVERS

- Renforcer localement les initiatives en faveur de la transition écologique, aujourd'hui peu identifiées (eaux pluviales, tri des déchets...).